AG des actionnaires de FT-Orange du 28/05/13 : prise de parole CGT

Ce matin, le journal *les Echos* titrait : « Plans sociaux, l'heure du big bang », et expliquait qu'en raison de la toute nouvelle loi de flexibilité de l'emploi, la réglementation sur les licenciements collectifs changerait en profondeur, en France, à compter du 1er juillet. Et de se féliciter de la fin de certaines procédures interminables…

Il y a de quoi être en colère ! Pas question de nous laisser dépouiller des droits protecteurs que les travailleurs ont conquis au fil des luttes, pendant des décennies !

Nous contestons la logique d'austérité et de compétitivité qui sévit en Europe, en France, et à France Télécom. Avec Conquêtes 2015 et Chrysalid, les dirigeants de FT-Orange nous disent en substance : soyez compétitifs dans la nouvelle économie low cost ! La direction annonce 7.000 suppressions d'emploi sur trois ans et 30.000 d'ici 2020, et un plan d'économies de 700 M€.

Le dogme de la baisse des effectifs a déjà provoqué de nombreux drames : nous exigeons d'en finir avec cette logique destructrice ! Nous revendiquons au contraire que l'emploi gagne en nombre, que nous chiffrons à un besoin immédiat de création de 15.000 emplois, et aussi en qualité. Oui, aussi en qualité !

L'emploi statutaire et le CDI à temps plein doivent être la norme. Il convient aussi d'embaucher tous les alternants qui le souhaitent, et de réintégrer toutes les activités sous-traitées, en particulier celles des métiers techniques, de la relation clients, et de la recherche.

A l'ordre du jour de l'AG des actionnaires, il y a la fixation du montant de la rente capitaliste. 2,6 milliards de titres de propriété à 78 centimes, cela représente plus de 2 milliards d'€ de dividendes !

Pour la CGT, cet argent, fruit du travail des salariés, devrait être affecté à 2 postes de dépenses. La rémunération du travail, et l'investissement productif.

Concernant les salaires, nous sommes pour une augmentation générale des salaires bruts, ainsi qu'un 13ème mois. Ajoutons que, au vu des comptes de l'entreprise et de son modèle économique caractérisés par un ratio VA/masse salariale très élevé, France Télécom (tout comme d'autres championnes du CAC 40), ne devrait-elle pas faire l'objet d'une surcotisation sociale employeur afin de contribuer au financement de la retraite par répartition, solidaire, à prestation définie ?

Concernant l'investissement productif, il faut mettre le paquet pour rattraper le retard dans le déploiement des très hauts débits fixes et mobiles. La CGT axe ses propositions autour de la reconquête du service public, du droit à la communication et de la réappropriation publique totale.

Le triple A de la CGT, c'est : Augmenter les débits numériques, Accroître la masse salariale, Améliorer la qualité et les conditions de travail !

Le changement de nom de l'entreprise préfigure une dilution encore plus grande du service public dans l'économie de marché, et de nouveaux chaos capitalistiques.

Nous préconisons à contrario une politique industrielle volontariste sous l'égide d'un État qui cesserait de briller par son absence et son impuissance. Pire encore, l'État envisage de nouveaux désengagements, c'est-à-dire une relance des privatisations, afin de colmater à court terme quelques brèches budgétaires.

Ce rassemblement à Paris, qui réunit des militants franciliens de 5 organisations syndicales, s'ajoute aux initiatives de lutte qui se tiennent aujourd'hui en province. Le processus de lutte va également se nourrir de la semaine d'action dans les UI, dans la semaine du 10 au 14 juin, avec le temps fort le 13 pour lequel un préavis de grève sera déposé. Lutter contre le flicage et regagner les moyens de bien travailler sont les deux axes essentiels d'une mobilisation qui grandit.

Alors oui, prenons dès maintenant rendez-vous pour les luttes revendicatives à venir ! Imposer un autre avenir chez Orange passe par un développement de la mobilisation unitaire. Le 13 juin est clairement une date proposée par la CGT pour agir tous ensemble.

Puis, la semaine qui suivra sera celle de la nouvelle conférence sociale convoquée par le gouvernement, les 20 et 21 juin. Là aussi, la CGT voit l'urgence d'une large mobilisation unitaire afin que les salariés ne soient pas dépossédés de grandes questions sociales qui les concernent !